

# Standardisation et rationalisation des rapports sur la mise en oeuvre de directives concernant l'environnement

2001/2275(INI) - 10/07/2002

La commission a adopté le rapport d'initiative de Caroline JACKSON (PPE-DE, UK) sur la standardisation et la rationalisation des rapports relatifs à la mise en œuvre de certaines directives concernant l'environnement. Le rapport critique les lacunes de la directive de 1991 visant la standardisation des rapports sur la mise en œuvre des directives concernant l'environnement dans le domaine de l'air, de l'eau et des déchets. Il indique que les États membres ne respectent toujours pas l'obligation de faire rapport et que, de ce fait, la publication des rapports de synthèse est systématiquement retardée. En outre, la directive de 1991 ne détermine pas en détail le contenu de ces rapports, et les questionnaires utilisés demandent trop de temps et ne permettent pas de se faire une idée précise des incidences de la législation environnementale sur l'environnement. Une autre critique concerne le fait que les sites actuels de la Commission européenne sur le web ne fournissent pas systématiquement des informations sur ces rapports ni ne facilitent l'accès à chacun de ceux-ci. La commission en conclut qu'il est "difficile d'avoir une idée globale du contenu de ces rapports". Le rapport souligne que le 6<sup>e</sup> programme d'action pour l'environnement invite la Commission européenne à revoir le système d'établissement de rapports en vue de garantir une qualité uniforme ainsi que des données et des informations comparables concernant l'environnement. La commission ajoute que la Commission européenne doit s'attacher plus sérieusement à faire établir ces rapports et à dénoncer ouvertement les cas de non-respect. Elle recommande d'établir une distinction entre les rapports de base sur la transposition et les rapports plus subjectifs sur l'incidence de la législation communautaire sur l'état de l'environnement. Les exigences requises pour l'établissement des rapports devraient, dit-elle, être très simples et porter sur des éléments tels que la date de transposition dans la législation nationale, le mode de transposition, l'identification des moyens de mise en œuvre et des sanctions à appliquer en cas de non-respect, etc. Toutefois, la commission souligne également l'importance de rapports distincts contenant des informations relatives aux données environnementales, la description des mesures, leurs incidences et leur efficacité. D'autres recommandations portent sur la nécessité d'accroître la transparence concernant le processus d'élaboration des rapports, par exemple, par la création d'une page web consacrée aux rapports sur l'environnement faisant état des rapports soumis par les États membres pour toutes les directives concernant l'environnement, et établissant la liste des pays qui ont respecté l'obligation de rapport et la liste de ceux qui ne se sont pas conformés à cette obligation. Cette page web devrait également être utilisée pour la publication des rapports de synthèse en fonction du délai de trois ans fixé pour l'établissement des rapports sur les principales directives, même si ces rapports attirent l'attention sur le non-respect par certains États membres de leurs obligations d'information, dans l'espoir que la mauvaise publicité qui leur serait ainsi faite puisse les amener à redresser la situation. D'autre part, la commission préconise l'introduction de procédures plus strictes destinées à faire respecter les droits et, notamment, d'un système d'amendes (par jour et par manquement) qui prendrait automatiquement effet à l'expiration des délais légaux. Enfin, le rapport souligne l'urgence de revoir le système d'élaboration des rapports avant l'élargissement de l'UE.